



COMMUNIQUE

Paris, le 04/08/2016

POKEMON GO : UNE MISE A JOUR POUR ALERTER LES AUTOMOBOLISTES TENTER DE JOUER AU VOLANT

Ce jeudi 4 août 2016, l'association « 40 millions d'automobilistes » révélait que 3,4 millions d'utilisateurs de l'application mobile Pokémon Go chassaient des créatures virtuelles au volant de leur véhicule, provoquant de nombreux accidents de la route. Face à ces pratiques dangereuses, l'association appelait les automobilistes à la vigilance et demandait à Niantic, le créateur du jeu, de délivrer un message de prévention à l'ouverture de l'application. Le développeur a répondu ce matin à l'appel de « 40 millions d'automobilistes ».

« 40 millions d'automobilistes » lançait ce matin un appel à la Sécurité routière et au développeur de l'application Pokémon Go – la société Niantic – à signer une charte de responsabilité, visant à sensibiliser les automobilistes français sur les risques liés à l'utilisation de l'application en situation de conduite. La « Charte du bon dresseur » de Pokémons était ainsi rédigée par l'association (consulter la charte : [suivre ce lien](#)).



Or, depuis ce matin, une mise à jour de la désormais très populaire application (6 millions de téléchargements depuis son lancement le 24 juillet dernier) est obligatoire pour permettre au chasseur de poursuivre sa quête, qui intègre à l'ouverture du jeu un message à l'attention des automobilistes, leur rappelant que jouer au volant comporte de nombreux risques (voir image ci-contre).

« Il est évident que l'utilisation d'une application de jeu en situation de conduite est éminemment dangereuse en cela qu'elle perturbe l'attention du conducteur et l'incite à quitter la route des yeux ; l'impact sur nos routes est déjà négatif en termes d'accidentalité. Ce n'est pas parce que le jeu fait un carton que l'on accepte que ça cartonne aussi sur les routes » déclare Pierre CHASSERAY, délégué général de « 40 millions d'automobilistes ».

« Bien loin de nous l'idée de s'opposer à un jeu aussi populaire que Pokémon Go. En revanche, il est de notre responsabilité de tout mettre en œuvre pour communiquer sur les dangers éventuels d'une mauvaise utilisation de l'application », conclut Daniel QUERO, président de l'association.